

Yves LUCHAIRE

Professeur en Droit public

Contact : yluchaire@aol.com / Tél : 04.42.17.05.27

Domaines de recherche :

Décentralisation et droit des collectivités territoriales, Droit des biens publics

Publications :

Ouvrages

Collectivités territoriales et gouvernance contractuelle (ouvrage collectif sous ma direction) l'Harmattan, 2006 ;

Décentralisation et constitution, commentaire de la loi constitutionnelle de mars 2003, (en collaboration avec François Luchaire), Economica, mars 2003 ;

La commune dans la société française, Economica, 1995.

Les relations extérieures des régions françaises (en collaboration avec Bernard Dolez et Alain Vantroys) Ministère de l'intérieur, Documentation Française, 1992 ;

Le Droit de la Décentralisation, (en collaboration avec François Luchaire), Thémis, P.U.F, 2è édition 1989.

L'adjoint au maire, L.I.T.E.C, 1981.

Travaux Récents

Le mécénat en France, 16è colloque international du G.R.E.T. Université Mohammed V, Rabat, 17-18 mars 2011 (communication écrite en cours de rédaction)

La mise en concurrence dans l'organisation et la gestion des services publics locaux, l'exemple de l'eau, ni Droit et gestion des collectivités territoriales, Les enjeux de la gestion locale de l'eau, Editions le Moniteur, GIS GRALE-CNRS, 2010.

La ville contre l'exclusion, communication écrite au colloque international du G.R.E.T. Université Mohammed V, Rabat, mars 2009.

Collectivités territoriales et droits fondamentaux (en collaboration avec Christian Duval), (Colloque de Tokyo, décembre 2009 en cours de publication).

Rapport de mission pour le compte de la ville de Marseille sur l'Etat de la décentralisation au Liban avec diverses préconisations destinées à l'amélioration de la gestion municipale, septembre 2009 (mission effectuée dans la cadre du programme de stratégie pour un

développement durable de l'agglomération d'Al Fayhaa sous la responsabilité de « Cités Unies ») ;

Observations sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales des Etats membres de l'Union européenne, Revue du marché commun, n° 532, octobre-novembre 2009.

La délégation de service public, fascicule J-C-P collectivités territoriales (Lexis-Nexis) janvier 2009 (en cours de publication ;

Réflexions sur la persistance de la tutelle sur les collectivités territoriales, janvier 2009 (A.J.D.A. 2009, n° 21) ;

Commentaire des articles 72 et 72-1 de la Constitution, in « La Constitution française » (sous la direction de F. Luchaire et G. Conac), Economica, décembre 2008.

La loi du 16 avril 2008 ou la réforme des outils de la coopération décentralisée, (juin 2008, communication écrite à l'école doctorale de l'Université de Nice).

Le maire et le retour de Medor, commentaire de la loi sur les animaux dangereux, R.G.C.T. n° 45, mars 2009.

L'élú au pied du mur de l'entreprise, commentaire du décret du 28 août 2007 relatif au nouveau régime des aides à l'immobilier accordées aux entreprises par les collectivités territoriales.

Propriété et gestion de l'eau en France, communication écrite dans le cadre du programme Euroméditerranéen de recherche sur l'eau, Aix-en-Provence, novembre 2007.

Domaine privé des collectivités territoriales, (refonte complète), fascicule 874 du juris-classeur collectivités territoriales, juin 2007.

Partenariat et développement économique, communication écrite au colloque « Décentralisation et partenariat », Jendouba 28 février, Tabarka 1et 2 mars 2007 (Tunisie), in Annales des sciences juridiques, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et de Gestion de Jendouba, 2007.

L'apport du droit européen aux relations extérieures des collectivités territoriales, in Collectivités Territoriales, Lamy, janvier 2007.

Régime juridique du domaine public des collectivités territoriales (refonte complète) : fascicule 872 du juris-classeur collectivités territoriales, novembre 2006.

Constitution du domaine public des collectivités territoriales (refonte complète) : fascicule 870 du juris-classeur collectivités territoriales, novembre 2006.

Collectivités territoriales et personnes âgées, recherche dans le cadre d'une étude sur les services publics en Europe (Grale, mars 2006).

L'expérience française des sociétés locales d'économie mixte, colloque organisé par la Faculté de Droit de Rabat, 5-6 mars 2005.

La nouvelle domanialité territoriale à la suite de la loi du 13 août 2004, revue « collectivités territoriales-intercommunalité », mars 2005.

Les contrats d'aménagement du territoire, intervention au colloque « contrats et collectivités territoriales » Aix-en-Provence, 5 et 6 novembre 2004, in Collectivités territoriales et gouvernance contractuelle, L'Harmattan, 2006.

La région le jeune et l'adulte, commentaire des dispositions de la loi du 13 août 2004 relatives à la formation professionnelle R.G.C.T., 2004.

Elections, mode d'emploi, note technique portant notamment sur le découpage cantonal et les modes de scrutins cantonal et surtout régional, R.G.C.T. janvier-février 2004.

La révision constitutionnelle dans la stratégie de réforme, (intervention au colloque du G.R.A.L.E. des 22 et 23 janvier 2004), annuaire des collectivités territoriales 2004.

La fonction publique territoriale française et son évolution, intervention au colloque international « Déconcentration-décentralisation » Tunis, 6-8 avril 2004.

Valorisation scientifique :

Responsabilités administratives exercées

Directeur du service de la formation continue à l'I.E.P. d'Aix-en-Provence

Directeur du centre de formation des élus locaux : Il s'agit de la formation des élus prévue par le code générale des collectivités territoriales. Elle est organisée : soit à l'Institut sur des thèmes choisis et développés par le centre de formation et proposés aux élus (environ une vingtaine de journées chaque année); soit en collectivité, à la demande de celle-ci et sur un thème choisi par cette dernière (environ une douzaine de journées chaque année).

Responsable pédagogique du parcours « affaires et relations internationales du Master 2 (pro) « Relations internationales ».

Responsabilités antérieures

Mars 1982 - septembre 1984 : vice-président de l'Université de Toulon et du Var

Mars 1989 - novembre 1992 : Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de l'Université Droit et Santé de Lille

Décembre 1990 janvier 1997- administrateur provisoire chargé de la création de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, puis directeur de cet Institut

1992 1995 : membre élu du Conseil National des Universités.

1994-1998 : membre élu du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (C.N.E.S.E.R.)

Autres responsabilités

Membre du comité des conseillers pour la coopération transfrontalière en Europe centrale et orientale du Conseil de l'Europe (1998-2001).

Président du Conseil d'Administration de la Fondation Santé des Etudiants de France 2001-2003) (fonction bénévole).

Enseignements

Institutions administratives : Cours I.E.P. 2^e année

Droit administratif : Cours I.E.P. 2^e année

Droit constitutionnel : Cours 1^{ère} année diplôme I.E.P. en formation continue

Politique de la ville : Cours master 2 Action publique territorialisée

Politique régionale européenne : Cours Master 2 Action publique territorialisée

Aménagement du territoire : Cours diplôme I.E.P. en formation continue 2^e année

Droit et gestion des collectivités territoriales, 4^e année diplôme I.E.P.

Interventions diverses pour le Centre National de la Fonction Publique Territoriale C.N.F.P.T.

Sessions de formations des élus

Centre européen universitaire (Université de Nancy) novembre 2008 cours sur « l'aménagement du territoire européen » (master 2 études européennes).

Professeur invité à l'Université de Pékin (avril 2008) : cours sur :

-« La France et l'Europe »

- « la politique étrangère de la France ».

Professeur invité à la Faculté de Droit de Tunis (février 2009) : cours sur l'expérience française des politiques de développement durable.